



Journées doctorales

« Regards critiques sur le développement »

03-04 Novembre 2022, Campus Condorcet

Présentation des journées et des équipes organisatrices

Les journées doctorales (JD) « Regards critiques sur le développement » visent à promouvoir les synergies entre les jeunes chercheur·euse·s (jeunes docteur·e·s, doctorant·e·s et masterant·e·s) en sciences sociales contribuant à la recherche critique sur le développement, à l'étude des politiques et des institutions qui prétendent l'incarner et le mettre en pratique, ainsi que leurs fondements idéologiques, dans les Nord comme dans les Suds. Elles visent à faire dialoguer les travaux venant des différentes disciplines des sciences sociales, dans la mesure où le développement est un objet aussi bien anthropologique, économique, géographique, politique, psychologique et social.

Cette initiative s'inscrit dans une dynamique doctorale en pleine effervescence au sein du GEMDEV¹ depuis l'inauguration du Campus Condorcet. En juin 2021, un comité d'organisation de séminaires doctoraux s'est formé, avec l'objectif de fonder un espace de rencontres régulières. La programmation de journées doctorales en 2022 et 2023 s'inscrit dans la volonté de renforcer et de pérenniser ces liens. Ces deux journées seront par ailleurs l'occasion d'ouvrir la discussion et de favoriser les échanges entre membres de diverses unités présentes sur le site Condorcet. Les jeunes chercheur·euse·s travaillant sur ces thématiques peuvent soumettre leur proposition de communication au comité d'organisation. Nous proposons d'orienter les réflexions autour des cinq axes décrits ci-après.

Des enseignant·e·s chercheur·euse·s plus aguerri·e·s seront sollicité·e·s en tant que membres du comité scientifique, à la fois pour évaluer les propositions reçues et pour animer les tables rondes. Le vaste réseau du GEMDEV et du comité d'organisation permettra de mobiliser des collègues en fonction des thématiques et disciplines. De cette manière, les journées doctorales seront de riches moments didactiques pour les jeunes chercheur·euse·s, quel que soit l'état d'avancement de leurs travaux.

¹ Le Gemdev, Groupement pour l'étude de la mondialisation et du développement, est une structure fédérative de recherche installée au Campus Condorcet. Plusieurs équipes membres du groupement sont également présentes sur le campus comme : CEPN, Géographie-Cités, IMAF, Ladyss, Prodig.

Des possibilités de valorisation par publication sont en cours de négociation. Des (pré-)actes pourraient être publiés en archives ouvertes (communications écrites), et pour les travaux les plus avancés, il pourra être envisagé de proposer un numéro thématique dans une revue à comité de lecture (en soumettant les travaux au processus d'évaluation).

Modalités de proposition et de sélection

Les projets de communication, en français, anglais ou espagnol, devront contenir entre 4 000 et 8 000 signes espaces non compris, bibliographie incluse. Elles préciseront titre, l'axe choisi ainsi que trois mots clés, sujet, problématique et éventuelles hypothèses, terrain(s) et/ou corpus, méthode d'enquête et résultats de recherche. Elles seront accompagnées d'une brève présentation de l'auteur·e. La date limite d'envoi est fixée au 15 juin 2022.

Les propositions reçues seront lues en double aveugle et évaluées par les membres du comité scientifique. Les notifications d'acceptation ainsi que le programme des sessions seront envoyés début août 2022. Une fois le projet de communication accepté, il sera demandé de soumettre une communication écrite complète qui sera transmise aux discutant.es, entre 20 000 et 40 000 signes (espaces compris), hors bibliographie. Les journées auront lieu les 03 et 04 novembre 2022, en personne sur le site du Campus.

Les propositions de communication sont à déposer en un seul fichier PDF nommé de la façon suivante: 2022_NOMdel'auteur·e (ex : 2022_DUPONT.pdf) via le [site internet](#).

En cas de besoin, vous pouvez contacter le comité d'organisation à l'adresse email suivante : regardscritiquesdeveloppement@gmail.com

Axes thématiques proposés :

Axe 1. Le 'développement' comme champ d'étude : réflexion épistémologique

Le « développement » ou « sous-développement » a fait couler beaucoup d'encre au cours du dernier siècle. Au début des années 1950, le développement est alors pensé comme un imaginaire occidental, où l'écart entre sous-développés et développés ne pourrait être rattrapé que par la croissance économique. A la vue des défis contemporains, de nouvelles approches (études décoloniales, post-développementalistes, altermondialistes, post-extractivistes) visent à déconstruire l'idée même de développement. Les acteurs jusque-là bénéficiaires des programmes de développement s'emparent de ces questions et émettent de nouvelles propositions « émanant des savoirs et des mouvements indigènes et soulignent la nécessité d'aller au-delà des savoirs occidentaux » (Escobar, 2018, p. 57).

La question du développement est toujours en mutation, ce qui invite à une réflexion épistémologique à travers les disciplines qui composent le champ des études du développement (*development studies*). Il fait l'objet de débats critiques mais continue à engendrer « divers cadres programmatiques et solutions technocratiques qui œuvrent à pallier les inégalités sociales et économiques » (De Sardan, 1999). A l'heure de la mondialisation

ou de la globalisation, et dans un contexte de révolution numérique, il s'agit de contextualiser le développement à partir de son évolution historique et de sa pertinence aujourd'hui. Il s'agit ainsi de s'interroger sur le développement en tant que phénomène social intriqué dans des logiques idéologiques (mythe du progrès et de la croissance) et des jeux d'acteurs (acteurs internationaux, dans les pays du Nord comme du Sud). Par exemple, le développement durable a émergé comme un paradigme international qui propose de satisfaire les besoins humains dans un souci écologique et égalitaire. Nous pouvons alors nous demander si le développement peut réellement être vertueux d'un point de vue écologique et à quel prix ? En effet, l'échelle de la mesure du développement a changé et ne se mesure plus uniquement à celle des décisions de chaque pays pour lui-même dans la régulation entre le marché et l'État mais à celle du monde. Dans ce double contexte, nous pouvons nous demander quel est l'avenir du développement ?

Dans cet axe, les propositions porteront sur les enjeux et les processus de développement. Il s'agira à la fois de s'intéresser à des définitions ou concepts qui permettent de mesurer le développement de façon originale mais également de s'intéresser à des projets de développement qui témoignent de la diversité des conceptions qui lui sont rattachées.

Bibliographie indicative:

- Boudia S., Pestre (2016). « Mises en économie de l'environnement et hégémonie politique Remarques introductives », *Écologie & politique*, 52, pp. 13-18.
- Escobar A. (2018). *Sentir-Penser avec la Terre, L'écologie au-delà de l'Occident*, Paris, Édition du Seuil.
- Escobar A. (1995). *Encountering development: the making and unmaking of the Third World*. Princeton, Princeton University Press.
- Flores Espínola A. (2012). « Subjectivité et connaissance : réflexions sur les épistémologies du 'point de vue' », *Cahiers du Genre*, 53, pp. 99-120.
- Groupe Cynorhodon (dir.) (2020). *Dictionnaire critique de l'anthropocène*, Paris, CNRS.
- Gudynas E. (2014). *Derechos de la naturaleza y políticas ambientales*. La Paz, Plural.
- Landy F., Gervais-Lambony P. (2007). « On dirait le Sud... Introduction », *Autrepart*, 41, pp. 3-14.
- Olivier De Sardan J.-P. (1995). *Anthropologie et développement : Essai en socio-anthropologie du changement social*, Paris, Karthala.
- Peet R., Hartwick E. (1999). *Theories of Development*, Londres, Guilford Press.
- Rist G. (2015). *Le développement : Histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Presses de Sciences Po, 4e éd.

Axe 2. Exploitation, valorisation et préservation des ressources naturelles : changements socio-environnementaux

Les trajectoires de développement reposent aujourd'hui dans une grande mesure sur l'exploitation intensive des ressources naturelles, notamment pour alimenter les marchés internationaux en matières premières. En procédant à une anthropisation des milieux naturels, ces activités ont été vivement critiquées pour leurs effets en termes de dégradations environnementales, telles que la pollution, la déforestation, l'appauvrissement des sols,

l'érosion, ou encore le stress hydrique. Mais leurs conséquences ne sont pas exclusivement d'ordre biophysique : elles constituent de véritables perturbations des relations société-environnement qui prévalaient jusqu'alors. Qu'il s'agisse du *land grabbing*, de l'exploitation minière, de la construction d'un ouvrage hydraulique, ou même du *greengrabbng* (pour la 'conservation'), ces activités menées par différents acteurs publics et privés au nom du développement peuvent participer à une fragmentation des territoires et à des restrictions de l'accès aux ressources.).

Dans cet axe, il sera question d'analyser de manière critique les processus d'ancrage des politiques publiques et des nouveaux acteurs du développement, et les changements socio-environnementaux qu'ils occasionnent. Les contributions pourront traiter de leurs stratégies de légitimation, notamment à travers leurs discours, ainsi que de leur rôle dans la redéfinition des ressources naturelles, participant dans le même temps à leur construction sociale.

Dans la lignée des approches systémiques des relations société-environnement, cet axe vise également à explorer les transformations conjointes des écosystèmes et des modes d'existence des populations locales. Les communicant·e·s sont invité·e·s à réfléchir aux notions de vulnérabilité et de résilience des systèmes socio-écologiques. Quelles sont les stratégies d'adaptation déployées par les populations face aux transformations de leur environnement ? Comment les pratiques se réajustent-elles et quelles sont les conditions de leur adaptation ? Comment les groupes négocient-ils leur accès aux ressources ? Ces interrogations peuvent être abordées en termes matériels et idéels, de l'exploitation des ressources à leurs dimensions culturelles et identitaires. Elles peuvent aussi se poser du point de vue de la gouvernance, c'est-à-dire des institutions et des règles qui structurent les interactions à la nature. Enfin, ces questions interrogent le double mouvement d'accroissement des migrations, notamment sous l'effet du changement climatique, et de sédentarisation des populations traditionnellement nomades face à la privation de l'accès aux ressources naturelles.

Bibliographie indicative :

- Berkes F. (1999). *Sacred Ecology: Traditional Ecological Knowledge and Resource Management*, Philadelphia, Taylor and Francis.
- Crémin E. (2014). *Entre mobilité et sédentarité : les Mising, "peuple du fleuve", face à l'endiguement du Brahmapoutre (Assam, Inde du Nord-Est)*, thèse de doctorat en géographie, Université Paris 8 Vincennes - Saint Denis.
- Fairhead J., Leach M., Scoones I. (2012). « Green Grabbing: A new appropriation of nature? », *Journal of Peasant Studies*, 39, 2, pp. 237-261.
- Gonin A. (2016). « Les éleveurs face à la territorialisation des brousses : repenser le foncier pastoral en Afrique de l'Ouest » *Annales de géographie*, Armand Colin, 707, 2, pp. 28-50.
- Hazard B., Adongo C. (2015). « "Green grabbing", pastoralism and environmental dynamics in Northern Kenya. An assessment of conservation models and practices in Marsabit County », *Les cahiers d'Afrique de l'Est*, 50, pp.40-62.
- Ostrom E. (1990). *Governing the Commons: The Evolution of Institutions for Collective Action*, Cambridge, Cambridge University Press.

Axe 3. Penser et aménager la ville : dynamiques urbaines et inégalités socio-spatiales

L'urbanisation croissante des espaces et des populations place la ville au cœur des différents enjeux de développement. Dans cet axe, il sera pertinent de s'intéresser aux nouvelles dynamiques urbaines, tant dans les Nord que dans les Suds. Depuis plusieurs décennies, les transformations des villes sont étudiées et mettent notamment en lumière des processus de métropolisation associés à des phénomènes de concentration des activités économiques, sociales ou politiques. L'émergence de villes et métropoles puissantes, s'affirmant peu à peu comme de véritables acteurs politiques et économiques internationaux, s'effectue en parallèle aussi d'un tournant urbain où les acteurs privés prennent un poids croissant dans la production et la gestion de la ville. Les modes de gouvernance associés entraînent des interactions entre différents acteurs, qu'ils soient du secteur privé, public ou de la société civile à différentes échelles de décisions (macro, meso, micro).

Les travaux sur la pénétration des logiques commerciales et les différentes formes de privatisation de la ville et de ses ressources seront appréciés. D'une part, la gestion des services tels que l'eau, l'électricité et/ ou les déchets peuvent être la cristallisation des inégalités spatiales ou infrastructurelles. D'autre part, le développement des nouvelles technologies et des discours urbains (smart cities, entreprises du numérique et nouvelles visions de l'urbain, etc.) renouvellent ces questionnements. La production urbaine comme « moteur de la création et de la distribution de ressources économiques et politiques » peut être interrogée d'un point de vue d'économie politique.

Les mouvements de contestations politiques peuvent également avoir lieu au sein des espaces publics urbains et numériques. Loin de laisser le champ libre aux acteurs privés et à la société civile, la ville reste un objet politique gouverné par les autorités publiques. Les travaux menés sur les différentes formes de résistances urbaines et d'usages des espaces publics, mais aussi des nouvelles formes de contrôles urbains, seront pertinents au sein de l'axe. Enfin, l'émergence de nouvelles problématiques environnementales, qui s'accompagnent de leur institutionnalisation, et du déploiement de nouvelles politiques, normes, discours et imaginaires contribuent à de nouvelles dynamiques urbaines et spatiales. La politisation de la société sur ces nouveaux objets questionne l'évolution des représentations sociales de la ville, des relations ville-environnement, et plus généralement des rapports à l'espace.

Bibliographie indicative :

- Adisson F., Guironnet A. (2020). « Production urbaine. Les approches d'économie politique », in Bognon S., Magnan M., Maulat, J. (dir.). *Urbanisme et aménagement : Théories et débats*, Paris, Armand Colin, pp. 165-179.
- Ascher F. (1995). *Métapolis, ou l'avenir des villes*, Paris, Odile Jacob.
- Erdi Lelandais G., Florin B. (2016). « Pratiques sociales et spatiales de résistances discrètes dans la ville », *Cultures & Conflits*, 101, pp. 7-17.
- Izquierdo A., Pessino C., Vuletin G. (2018). *Better Spending for Better Lives: How Latin America and the Caribbean Can Do More with Less*, Washington, BID.
- Lecoquierre M., Tréguer F. (2021). « Villes sous contrôle et technologisation du maintien de l'ordre. Entretien avec Félix Tréguer », *Carnets de géographes*, 15, [En ligne] <http://journals.openedition.org/cdg/6846>.
- Reigner H. (2013). « Vers une gouvernance néohygiéniste des conduites ? », *Working papers du Programme Cities are back in town*, Paris, Sciences Po.

Sassen S. (1996). *La ville globale, New York, Londres, Tokyo*, Paris, Descartes & Cie.
Van der Wusten H. (2016). « La ville fonctionnelle et les modèles urbains qui lui ont succédé », *EchoGéo*, 36, [En ligne] : <http://journals.openedition.org/echogeo/14634>.

Axe 4. La multiplication des acteurs du développement, entre conflits et synergies

Depuis les années 1980, l'évolution de la conception des modèles économiques a eu pour résultat une multiplication des acteurs et des institutions du développement, et une complexification de leurs relations. Alors que la globalisation a transformé les relations de pouvoir entre l'État et le marché, de nouveaux acteurs transnationaux ont émergé. La décomposition internationale des processus productifs et les ajustements structurels ont permis une montée en puissance d'acteurs tels que les firmes multinationales, mais aussi des institutions internationales et les organisations non gouvernementales. Parallèlement, des vagues successives de décentralisation ont été promues comme un outil au service de la démocratie participative et de la « bonne gouvernance ». Cela a renforcé la place et diversifié les compétences des acteurs dans la mise en œuvre des politiques publiques, aussi bien aux échelons régionaux que locaux. Les acteurs privés ne restent pas en marge de ces délégations, avec une tendance à l'externalisation de l'action publique au profit de prestataires privés, qu'il s'agisse de droits de concession sur la gestion des infrastructures, sur l'exploitation des ressources naturelles, ou de développement des partenariats publics-privés.

Cet axe vise à interroger les relations complexes qui sous-tendent la mise en œuvre des politiques de développement, entre la pluralité d'acteurs qui n'ont pas les mêmes intérêts. Les transferts de compétences ont-ils mené à plus de démocratie et à une meilleure gestion des ressources ? Incarnent-ils le retrait de l'État, ou plutôt les conditions de son maintien, voire de sa réhabilitation ? Par ailleurs, la quête de consensus et d'acceptabilité sociale des projets, par les impératifs de coopération et de participation populaire, s'accompagne dans le même temps d'une affirmation de conflits dans le débat public. Comment et pourquoi explosent ces conflits ? Comment participent-ils paradoxalement à rassembler des acteurs, et à produire des synergies et des négociations ? Les communications attendues peuvent porter sur les conflits de compétences, sur les conflits de souveraineté, ou encore sur les conflits socio-environnementaux dans le cadre des mobilisations sociales consécutives à certains projets d'aménagements. Les conséquences concrètes de ces dynamiques relationnelles, entre synergies et conflits, méritent également d'être interrogées. S'il y a un avant et un après le conflit, comment les situations de départ se transforment-elles au cours des processus conflictuels ? Cette question concerne la (re)définition des acteurs impliqués, la (re)négociation de leur place dans le jeu socio-politique et leur capacité à infléchir les politiques de développement. Elle porte aussi sur la (re)formulation des problèmes identifiés, et sur les nouvelles propositions apportées pour répondre aux grands défis sociaux et environnementaux contemporains.

Bibliographie indicative :

Bayart J.-F. (2006). *L'État en Afrique. La politique du ventre*, Paris, Fayard.
Bierschenk T., Olivier de Sardan J.-P. (1993). « Les courtiers locaux du développement », *Bulletin de l'APAD*, 5, [en ligne] : <http://apad.revues.org/3233>.

- Cocou Tossou R. (1993). « Le groupement villageois : un cadre de participation communautaire au développement ou un instrument de réalisation d'intérêt individuels et conflictuels », *Bulletin de l'APAD*, 5, [en ligne] : <http://apad.revues.org/317>
- Grégoire E., Kobiané J.-F., Lange M.-F. (2018). *L'État réhabilité en Afrique. Réinventer les politiques publiques à l'ère néolibérale*, Paris, Karthala.
- Leloup F., Moyart L., Pecqueur B. (2005). « La gouvernance territoriale comme nouveau mode de coordination territoriale ? », *Géographie, économie, société*, 7, 4, pp. 321-332.
- Magrin G., Mesclier E., Piveteau A. (2016). « Quand les entreprises des Suds investissent dans les Suds. Un basculement aux contours encore indistincts », *Autrepart*, 75, 4, pp. 3-28.
- Sénécal G. (2005). « Conflits de proximité et coopération : Une géographie des acteurs et des interactions sociales », *Cahiers de géographie du Québec*, 49, 138, pp. 277-285.
- Subra P. (2016). *Géopolitique locale. Territoires, acteurs, conflits*, Paris, Armand Colin.
- Torre A. (2018). « Développement territorial et relations de proximité », *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, 5-6, pp. 1043-1075.

Axe 5: Développement technologique et mutations du travail : paradoxes, continuités, ruptures

Au cœur du développement économique, les ruptures technologiques affectent les formes et le contenu du travail. Le numérique est un important moteur de ces mutations. Pourtant, les perspectives qu'il dessine pour l'emploi et la production paraissent paradoxales. Alors que les perspectives d'automatisation font planer d'un côté le risque de destructions d'emplois et d'une transformation substantielle du travail concret, de l'autre l'essor des plateformes numériques entraîne le retour de formes d'emploi jusque-là en régression: travail indépendant, voire proto-industriel comme le tâcheronnage. La promotion de l'aspect innovant de ces technologies vient d'ailleurs en masquer la portée rétrograde : ainsi, « l'intelligence artificielle » masque le recours à des procès intensifs en travail, mobilisant des armées de travailleurs invisibles, dépourvus de droits et de protections, pour entraîner ou se substituer aux algorithmes – et ceci aussi bien dans les Suds que dans les Nord. En outre, les possibilités de marchandisation de la vie quotidienne promues par de nombreuses plateformes interrogent la partition entre travail et loisir (Etsy), ou entre travail rémunéré et bénévolat (La Ruche qui dit Oui). L'invisibilisation de pans entiers du travail – du *care* au clic - accompagne celle des coûts psychosociaux et environnementaux qu'il s'agira d'analyser.

Sous une apparente « modernité », ces transformations s'inscrivent-elles alors décidément dans la continuité de tendances antérieures ? A titre d'illustration : l'entrepreneuriat dit « de subsistance » aurait bénéficié d'un meilleur accès aux nouvelles technologies de l'information et de la communication, cependant l'explosion de la dynamique entrepreneuriale masque le problème de la segmentation du marché du travail au détriment des plus précaires, notamment les jeunes. Les contributions de cet axe pourront également choisir de mettre en lumière de ces évolutions des enjeux discutés de longue date : travail domestique des femmes dans les sociétés patriarcales, dumping salarial issu de la mondialisation du travail, externalisation des emplois, enrichissement de la croissance en emplois, sape des protections légales des travailleurs précarisés. Des approches

comparatistes Suds-Nords seront bienvenues au sein de cet axe, que ce soit des travaux sur les dynamiques en cours, mais aussi dans des contextes historiques et épistémologiques plus vastes (psychologie du travail, philosophie des sciences, histoires des techniques et des innovations, économie historique, etc.).

Bibliographie indicative :

- Abdelnour S., Méda D. (dir.) (2019). *Les nouveaux travailleurs des applis*, Paris, PUF.
- Blanchard S., Boni-Le Goff I., Delage P., Puech I. (2021). « (Re) configurations du travail domestique. Introduction », *Travail, genre et sociétés*, 2, 46, pp. 27-31.
- Casilli A. (2015), « Digital Labor : travail, technologies et conflictualités », in Casilli A., Cardon D. (dir.). *Qu'est-ce que le digital labor?*, Bry-sur-Marne, Éditions de l'INA, pp. 10-42.
- Chapus Q., Berrou J.-P., Doubogan Y. (2021). « Le retour du héros ? L'entrepreneur, itinéraire d'un concept chez les "développeurs" en Afrique », *Revue internationale des études du développement*, 1, 245, pp. 11-39.
- Cingolani P. (2021), *La colonisation du quotidien. Dans les laboratoires du capitalisme de plateforme*, Paris, Éditions Amsterdam.
- Damamme A., Hirata H., Molinier, P. (2017). *Le travail entre public, privé et intime : Comparaisons et enjeux internationaux du care*, Paris, L'Harmattan.
- Da Silva N., Molinier P. (2021). « Richesses et ambiguïtés du travail bénévole. Introduction. Le travail bénévole, miroir du capitalisme ? », *Nouvelle revue de psychosociologie*, 2, 32, pp. 9-18.
- Molinier P. (2018). *Le care monde : Trois essais de psychologie sociale*, Lyon, ENS Éditions.
- Simonet M. (2018). *Travail gratuit : La nouvelle exploitation ?*, Paris, Éditions Textuel.
- Theviot A., Treille, E. (2019). « Les "big data" au travail. Les métiers de la donnée entre expertises professionnelles et effets de croyance », *Politiques de communication*, 12, pp. 5-20.

Comité d'organisation :

- Sahar BAGHERI (UMR 7134 SPI-CEPN),
Jordie BLANC ANSARI (UMR 7227 CREDA),
Géraldine BRAY (EA 4403 UTRPP),
Jean-Yves BRIARD (EA 4403 UTRPP),
Loup DELADERRIERE (UMR 8032 CETOBaC),
Annélie DELESCLUSE (UMR 201 Développement & Sociétés),
Moctar DIOUF (EA 7338 Pléiade),
Khadidja MEDANI (UMR 8586 PRODIG),
Ndèye NIANG (UMR 7234 SPI-CEPN),
Oriane PICHON (UMR 7234 SPI-CEPN),
Diana PRELORENZO (UMR 7227CREDA),
Kelly REDOUTE (UMR 8504 Géographicités),
Jhonatan SALDANA (UMR 7234 SPI-CEPN),
Emma TYROU (UMR 7234 SPI-CEPN).